



Allocution de la rectrice Murielle Laberge
à l'occasion de

**L'adhésion de l'UQO à l'Institut multidisciplinaire en cybersécurité et
cyberrésilience – l'IMC²**

le lundi 12 mai 2025, à 10 h
Grande salle du Pavillon Alexandre-Taché
Campus de Gatineau

La version prononcée fait foi

Mesdames et messieurs bonjour,

C'est avec un immense plaisir que je vous accueille à l'Université du Québec en Outaouais, à l'occasion de l'adhésion de l'UQO à l'Institut multidisciplinaire en cybersécurité et cyberrésilience l'IMC².

Votre présence ici aujourd'hui témoigne d'une conviction partagée, celle que la cybersécurité et la cyberrésilience ne peuvent être abordées uniquement sous un angle technologique. Il s'agit aussi d'enjeux profondément humains, sociétaux et organisationnels. C'est pourquoi la collaboration universitaire, interdisciplinaire et interinstitutionnelle devient un moteur essentiel pour renforcer la confiance numérique au Québec et au Canada.

L'IMC² est lui-même le fruit d'un partenariat solide entre quatre établissements universitaires, la Polytechnique Montréal, le HEC Montréal, l'Université de Montréal et, désormais l'Université du Québec en Outaouais.

Depuis sa création, l'IMC² a su rassembler des expertises variées et complémentaires, allant des sciences informatiques aux sciences sociales, en passant par le droit, la gestion, l'éthique et les communications. Aujourd'hui, l'UQO s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Notre adhésion à l'Institut vient non seulement renforcer ses capacités de recherche, mais elle permet aussi d'arrimer notre engagement régional à un projet d'envergure nationale.

Nous sommes particulièrement fiers que notre établissement contribue au développement du créneau de la cybersécurité ici, en Outaouais, une région à la fois stratégique et dynamique, riche en savoir-faire, en talents et en collaborations, mais aussi sur le plan national.

Mais contribuer à cet écosystème, c'est aussi reconnaître que la cybersécurité ne se limite pas à la protection des systèmes, elle englobe désormais la protection de l'information, de la vérité, et par extension, de notre vie démocratique.

Un enjeu auquel nous ne pouvons échapper, et que nous devons aborder de front, est celui de la désinformation. Celle-ci prend aujourd'hui une ampleur préoccupante, notamment en période électorale. Alors que nous venons tout juste de sortir d'un scrutin fédéral, et que nous nous dirigeons vers des élections municipales en 2025, puis provinciales en 2026, il devient impératif de renforcer notre vigilance collective. D'ailleurs,

lors des élections québécoises de 2022, près de 44 % des électeurs du Parti conservateur du Québec anticipaient une fraude électorale. Phénomène alimenté par des théories sans fondement, comme l'idée que les non-vaccinés seraient exclus des listes électorales. Et il ne s'agit pas d'un phénomène isolé, puisque des proportions significatives de partisans de tous les partis majeurs au Québec partageaient ces inquiétudes, révélant un malaise démocratique plus large.

Cette désinformation ne se limite pas au Québec. Lors des élections fédérales de 2019, une fausse nouvelle concernant un prétendu scandale impliquant le premier ministre a été partagée des dizaines de milliers de fois avant d'être démentie, illustrant la rapidité avec laquelle une rumeur peut se propager. En parallèle, des vidéos hypertruquées, les fameux *deepfakes*, commencent à être utilisées pour tromper l'électorat, comme l'a souligné le Centre canadien pour la cybersécurité.

La situation est d'autant plus préoccupante que de nombreuses études, dont celles de l'Université McGill démontrent que les citoyennes et citoyens peinent à distinguer le vrai du faux dans un écosystème médiatique de plus en plus fragmenté. Cela contribue à la polarisation du débat public, à la méfiance envers les institutions et, ultimement, à l'érosion de notre démocratie.

Il devient donc crucial de former une relève capable de décoder ces dynamiques, d'intervenir avec rigueur, et de contribuer à l'élaboration de solutions à la fois technologiques, pédagogiques et éthiques. Ce partenariat avec l'IMC² est aussi un levier pour y parvenir. Préparer nos étudiantes et étudiants aux défis complexes du numérique, c'est leur offrir les outils pour devenir des agentes et agents de changement, capables de faire face à l'incertitude, de prévenir les menaces et de bâtir des systèmes plus résilients, plus éthiques et plus inclusifs.

Je tiens à remercier sincèrement l'équipe de l'IMC², les chercheuses et chercheurs, nos partenaires gouvernementaux et institutionnels, ainsi que tous les membres de notre communauté universitaire qui ont contribué à rendre ce partenariat possible.

Ensemble, nous faisons le pari que la cyberrésilience se construit à l'intersection du savoir, de l'innovation et de la collaboration. Je suis convaincue que ce que nous posons aujourd'hui comme jalon en Outaouais portera fruit bien au-delà de notre région.

Merci de votre présence, de votre confiance et de votre engagement, bonne discussion.